

## Décision relative à une demande de transfert d'une autorisation de mise sur le marché d'un produit phytopharmaceutique

---

*Vu les dispositions du règlement (CE) N° 1107/2009 du 21 octobre 2009 et de ses textes d'application,*

*Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment le chapitre III du titre V du livre II des parties législative et réglementaire,*

*Vu la demande de transfert d'autorisation de mise sur le marché du produit phytopharmaceutique **ANTIGERME BRABANT 600 ULTRA***

*de la société* UPL EUROPE L.T.D.

*enregistrée sous le* n°2017-0168

Le transfert entre sociétés de l'autorisation de mise sur le marché du produit phytopharmaceutique référencé ci-après **est accordé** en France.

La présente décision s'applique sans préjudice des autres dispositions applicables.



Informations générales sur le produit	
Nom du produit	ANTIGERME BRABANT 600 ULTRA
Type de produit	Produit de référence
Titulaire d'origine	UPL Benelux B.V (anciennement Agrichem B.V)
Nouveau titulaire	UPL EUROPE L.T.D. Birchwood park Warrington, WA3 6YN CHESHIRE, ROYAUME-UNI
Formulation	Liquide pour application à ultrabas volume (UL)
Contenant	600 g/L - chlorprophame
Numéro d'intrant	966-2013.01
Numéro d'AMM	2160273
Fonction	Régulateur de croissance
Gamme d'usages	Professionnel

Le transfert est effectif à partir de la date de la présente décision.

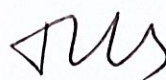
L'échéance de validité de la présente décision est fixée à douze mois à compter de la date d'expiration de l'approbation de la substance active. A titre indicatif, dans l'état actuel du calendrier d'approbation des substances actives, l'échéance de l'autorisation est fixée au 31 juillet 2019.

Le dépôt d'une demande de renouvellement conformément à l'article 43 du règlement (CE) 1107/2009, dans les trois mois suivant le renouvellement de l'approbation de la substance active, prolonge de plein droit l'autorisation de mise sur le marché après son arrivée à échéance de la durée nécessaire pour mener à bien l'examen et adopter une décision sur le renouvellement.

La présente décision peut être retirée ou modifiée avant cette échéance si des éléments le justifient.

A Maisons-Alfort, le

10 OCT. 2017



**Françoise WEBER**  
Directrice générale déléguée  
en charge du pôle produits réglementés  
Agence nationale de sécurité sanitaire de  
l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)